

ATHENES 2017 - COLLOQUE DU
LABORATOIRE MEDITERRANEEN DE DROIT PUBLIC



CURRICULUM VITAE

NOM & Prénom :	COSTA Jean-Paul
Titres & Fonctions :	Conseiller d'Etat honoraire ancien Président de la Cour Européenne des Droits de l'Homme
Institution :	Conseil d'Etat français Cour Européenne des Droits de l'Homme IDH – Fondation René Cassin
Intervention au colloque :	Grand témoin de la Table ronde II

Jean-Paul COSTA

Président de la Fondation René Cassin, Institut international des droits de l'homme (depuis janvier 2012)

Etat civil et situation professionnelle

Sexe : masculin

Né le 3 novembre 1941 à Tunis (Tunisie)

Veuf, remarié, cinq enfants

Nationalité française

- Membre du Conseil d'Etat (depuis 1966), Conseiller d'Etat honoraire (depuis 2004)
- Juge, élu au titre de la France, à la Cour européenne des droits de l'homme (depuis le 1^{er} novembre 1998)
- Vice-président de Section (novembre 1998-1999), président de Section (2000-2007), puis vice président de la Cour (2001-2007)
- Président de la Cour du 19 janvier 2007 au 3 novembre 2011
- Président de l'Institut international des droits de l'homme René Cassin (janvier 2012), devenu l'IIDH-Fondation René Cassin (décembre 2015)

Etudes, diplômes et autres qualifications

- Etudes secondaires au Lycée Carnot de Tunis et au Lycée Henri IV à Paris (1951-1958)
- Certifié d'études littéraires générales classiques (1959)
- Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (1961)
- Licencié en droit, Faculté de droit de Paris (1962)
- Diplômé d'études supérieures de droit public, Faculté de droit de Paris (1964)
- Elève de l'Ecole nationale d'administration (Promotion Montesquieu) (1964-1966)
- Nommé auditeur au Conseil d'Etat (1^{er} juin 1966)

Activités professionnelles

- **Description des activités judiciaires** (antérieurement à l'élection à la Cour européenne des droits de l'homme)

–Rapporteur à la section du contentieux du Conseil d'Etat (1966-1971), puis (1977-1980), puis (1987-1989)

–Président de la Commission de recours de l'Agence de coopération culturelle et technique (1979-1980)

– Assesseur de sous-section à la section du contentieux du Conseil d'Etat (1989-1993) – - - Président d'un tribunal arbitral saisi d'un litige en matière de droit de l'informatique (1990)

-Président de la 10^{ème} sous-section du contentieux du Conseil d'Etat (1993-1998)

- Juge du Tribunal arbitral du sport (depuis 2014)

- **Description des activités juridiques non judiciaires**

–Conseiller juridique de l'Institut de recherche en informatique et en automatique (1979-1980)

–Commissaire du gouvernement auprès de l'Assemblée du contentieux du Conseil d'Etat (1980-1981)

– Président de l'Observatoire juridique des technologies de l'information (1988-1990)

–Président de la Président du Comité national consultatif de règlement amiable des litiges de marchés publics (1996-1998)

– Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) (1995-1998)

- **Description des activités professionnelles non juridiques**

–Chargé de mission auprès du Délégué interministériel à l'informatique (1971-1973), à temps plein

–Directeur général adjoint du Bureau intergouvernemental pour l'informatique, à Rome (filiale de l'UNESCO) (1973-1977), à temps plein

–Président de la délégation française pour la négociation du Traité entre la France et le Royaume-Uni au sujet de la liaison fixe Trans-Manche (Traité de Canterbury) (1985-1986)

– Membre de la Commission intergouvernementale du Tunnel sous la Manche (1986-1989)

- vice-président du jury des concours d'entrée à l'Ecole nationale de la Magistrature (2015 et 2016)

Enseignement

- Enseignant à l’Institut d’études politiques de Paris (1968-1973)
- Enseignant à l’Ecole nationale d’administration (1978-1979)
- Professeur à l’Institut international d’administration publique (1985-1989)
- Professeur associé aux universités d’Orléans (1989-1992), puis de Paris I (Panthéon- Sorbonne) (1992-1998)
- Cours et conférences à Tunis (Ecole nationale d’administration), Rome (Université La Sapienza), Madrid, Oxford (Nuffield College), Washington, Pékin, Athènes, Barcelone, Spetses, Lyon, Bordeaux, Nice, Montpellier, Strasbourg, Pampelune, Londres, Edimbourg, Kyoto, Tokyo etc. (depuis 1970)

Activités et expérience dans le domaine des droits de l’homme

- Expert français, membre du groupe de travail du Conseil de l’Europe sur l’informatique et la protection de la vie privée (1971-1973)
- Membre de la commission « Justice pénale et droits de l’homme » instituée par le ministre de la Justice (1988-1989)
- Rapporteur général du Haut Conseil à l’intégration des immigrés (1990-1991)
- Président du groupe « droits de l’homme et rôle des administrations publiques » de l’Institut international des sciences administratives de Bruxelles (1993-1996)
- Missions en Roumanie (1990) et en Albanie (1991) pour le Centre des droits de l’homme des Nations Unies
- Présidence d’un séminaire à Sofia sur le contrôle juridictionnel de l’administration (1991)
- Mission en Albanie pour le Conseil de l’Europe (1995)

- Présidence du séminaire sur les droits de l'homme dans les pays d'Europe centrale, orientale et balte (Budapest, 1996)
- Enseignement universitaire des libertés publiques et des droits de l'homme (depuis 1988)

Activités publiques

De 1981 à 1984, directeur du Cabinet de M. Alain Savary, ministre de l'Education nationale

Autres activités

- Consultant auprès de l'Unesco (1974-1978)
- Consultant pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement (1980-1981)